

Médicaments en Afrique : pas de traçabilité, pas de sécurité !

Compte Test - 2026-10-11 11:19:36 - Vu sur pharmacie.ma

La lutte contre les médicaments falsifiés constitue l'un des défis majeurs auxquels sont confrontés les systèmes de santé africains. Malgré les efforts déployés par les autorités sanitaires des différents pays, des produits de qualité douteuse continuent de circuler dans certaines régions, mettant en danger la vie des patients et fragilisant la confiance dans les circuits pharmaceutiques.

C'est dans ce contexte que s'est tenue, du 6 au 8 octobre 2026 à Lagos, la 4e Assemblée générale thématique de l'Association de distribution pharmaceutique africaine (ADPA), organisée en partenariat avec l'Association des grossistes et distributeurs pharmaceutiques du Nigeria (PWDAN). Cette rencontre, qui a réuni des délégations de plusieurs pays africains, a permis de rappeler une évidence trop souvent occultée : la qualité d'un médicament ne dépend pas uniquement de sa fabrication, mais également de l'intégrité de toute la chaîne, jusqu'à sa dispensation au patient. Les différentes interventions ont mis en avant les conséquences sanitaires, économiques et sociales des médicaments falsifiés. Mme Mojisola Christianah Adeyeye, directrice générale de la National Agency for Food and Drug Administration and Control (NAFDAC), a particulièrement insisté sur la nécessité de renforcer la traçabilité des médicaments. Une préoccupation également partagée par les autres intervenants, qui ont souligné les technologies numériques. La véritable sécurisation du circuit pharmaceutique passe désormais par une traçabilité totale, de la fabrication du médicament jusqu'à sa délivrance au patient. Chaque boîte de médicament devrait pouvoir être identifiée, authentifiée et suivie à chaque étape de son parcours. Grâce à des systèmes numériques interopérables et à l'enregistrement des mouvements, il devient possible de détecter les anomalies, d'identifier les détournements et de procéder rapidement au retrait des lots présentant un risque sanitaire. Mais la technologie, à elle seule, ne suffira pas. Encore faut-il que les industriels, les importateurs, les grossistes-répartiteurs, les pharmaciens et les autorités de régulation partagent des données fiables et adoptent des procédures harmonisées. Une traçabilité interrompue à un seul maillon perd une grande partie de son efficacité. Pour les pays africains, l'enjeu est considérable. La coexistence de circuits réglementés et de marchés informels rend cette transformation particulièrement urgente. Elle exige des investissements, une volonté politique et une coopération dépassant les frontières nationales. Le Maroc, qui dispose d'un circuit fait preuve d'une grande vigilance face aux médicaments falsifiés, doit poursuivre ses efforts et inscrire la traçabilité intégrale parmi ses priorités stratégiques. La sécurisation des circuits existants constitue un acquis précieux, mais elle ne dispense pas d'anticiper les risques et de renforcer continuellement les dispositifs de contrôle. La rencontre de Lagos nous rappelle finalement une vérité fondamentale : produire des médicaments ne suffit pas à garantir la sécurité sanitaire. Encore faut-il pouvoir retracer leur parcours et garantir leur authenticité jusqu'au patient. Sans traçabilité totale, la souveraineté pharmaceutique restera un vœu pieux.